

Art. 13. § 1. De aangifte wordt gedaan uiterlijk de zestigste dag na het verstrijken van het referentiejaar. De aangifte bevat de aanwijzingen vermeld in artikel 12 en de gegevens betreffende het afgelopen jaar.

§ 2. De aangever die gelijktijdig afval ophaalt en vervoert, dient een eenmalige aangifte in.

§ 3. Het aangifteformulier kan opgesteld worden door de Minister.

Art. 14. De ophaler of de vervoerder bewaart minstens vijf jaar een afschrift van de jaarlijkse aangifte.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 15. Elke ophaler of vervoerder van andere dan gevaarlijke afvalstoffen dient overeenkomstig artikel 4 een registratieaanvraag in binnen een termijn van twaalf maanden, met ingang van de inwerkingtreding ervan.

In afwachting van de registratie naar aanleiding van een aanvraag ingediend overeenkomstig het vorig lid, mag de ophaler of de vervoerder zijn activiteiten voortzetten.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 519

[2004/200313]

11 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 39 à 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier, notamment les articles 3 à 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné, le 3 décembre 2003;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 15 juillet 2003 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier, vu qu'en vertu de cet arrêté, les fournisseurs sont tenus de verser le montant de la redevance de raccordement trimestriellement et considérant les difficultés rencontrées par les fournisseurs pour respecter les obligations découlant de la tenue des différents registres;

Vu l'avis 36.092/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier;

2^o « Administration » : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Les chapitres III à V de l'arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III. — *Perception et versement de la redevance*

Art. 3. Tout fournisseur transmet au receveur général de la Région wallonne une déclaration de profession mentionnant :

1^o la dénomination sociale du fournisseur;

2^o son siège social et siège d'exploitation;

3^o les coordonnées de la personne responsable de la perception et du versement de la redevance.

Art. 4. La perception de la redevance par le fournisseur est liée à la facture établie en fonction du relevé du compteur du client.

Art. 5. En vue de l'acquiescement de la redevance, le fournisseur est tenu de transmettre à l'administration, au plus tard le vingtième jour de chaque mois, une déclaration relative aux factures de consommation et aux factures intermédiaires qu'il a comptabilisées au cours du mois précédent. Cette déclaration doit être conforme au modèle établi par le Ministre et contenir toutes les indications nécessaires au calcul de la redevance.

Dans la déclaration mensuelle visée à l'alinéa 1^{er}, le fournisseur distingue les indications relatives aux factures de consommation de celles relatives aux factures intermédiaires.

En ce qui concerne les factures intermédiaires, le fournisseur acquitte, mensuellement et au rythme de celles-ci, sous forme d'avance au profit du Fonds Energie, le montant correspondant à l'ensemble des redevances associées à ces factures. Le montant de ces avances est déduit du montant définitif de la redevance repris ultérieurement sur les factures de consommation correspondantes.

Au plus tard le trentième jour du mois, le fournisseur est tenu d'acquitter sur le compte de la Région wallonne les redevances rendues exigibles par les déclarations visées au premier alinéa.

Art. 6. Afin de tenir compte des redevances qui ne lui auraient pas été totalement versées par les clients dont le relevé de consommation est annuel, le fournisseur est autorisé à déduire forfaitairement 0,5% des redevances portées en compte sur les factures de consommation et les factures intermédiaires.

Lors de la clôture annuelle des comptes, le fournisseur est tenu de communiquer à l'administration tous les documents relatifs aux créances irrécouvrables enregistrées en comptabilité.

Lorsque l'administration établit, sur base des documents transmis, que le montant des redevances liées aux créances non-recouvrées est supérieur au montant annuel du forfait visé au premier alinéa, le receveur général procède au remboursement de la différence, lequel est opéré par déduction de cette différence du montant des redevances à verser par le fournisseur lors de la prochaine échéance mensuelle.

Lorsque l'administration établit, sur base des documents transmis, que le montant des redevances non recouvrées est inférieur au montant annuel du forfait visé au premier alinéa, la différence doit être acquittée par le fournisseur au plus tard le trentième jour qui suit le mois au cours duquel le supplément à payer lui a été notifié par le receveur.

Art. 7. Aucune déduction forfaitaire n'est appliquée en ce qui concerne les clients dont la consommation est relevée à plusieurs reprises sur une année.

Le fournisseur joint à la déclaration mensuelle visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, tous les documents relatifs à la créance irrécouvrable et déduit directement le montant de la redevance non perçue.

L'Administration examine le dossier et statue sur la déduction dans les quinze jours ouvrables.

Si après avoir entendu le fournisseur, l'avis est négatif, le fournisseur doit acquitter le montant de la redevance au plus tard le trentième jour qui suit le mois au cours duquel le supplément à payer lui a été notifié par le receveur.

Art. 8. L'Administration peut requérir des fournisseurs toute information et tout document nécessaires aux fins de procéder au contrôle du respect des obligations découlant du présent arrêté et permettre aux agents de l'administration de s'assurer du paiement de redevance. L'Administration peut procéder au contrôle sur place.

Art. 9. A titre transitoire, par dérogation à l'article 5, alinéas 1^{er} et 4, les fournisseurs en activité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté font parvenir leur déclaration avant le 15 janvier 2004. Cette déclaration concerne les factures de consommation et les factures intermédiaires comptabilisées entre le 15 juillet 2003 et le 30 novembre 2003. Les fournisseurs sont tenus d'acquitter le premier versement de la redevance relative auxdites factures pour le 30 décembre 2003. »

Art. 10. Les articles 13 et 14 sont rapportés ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 15 juillet 2003.

Art. 4. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 519

[2004/200313]

11. DEZEMBER 2003 Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 39bis 43;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz, insbesondere der Artikel 3 bis 12;

Aufgrund des am 5. November 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. November 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 3. Dezember 2003;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten am 15. Juli 2003 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz, aufgrund der Tatsache, dass die Lieferanten gemäß diesem Erlass verpflichtet sind, den Betrag der Gebühr für den Anschluss alle drei Monate einzuzahlen und in Erwägung der Schwierigkeiten, denen die Lieferanten zur Einhaltung der sich aus der Führung der verschiedenen Register ergebenden Verpflichtungen begegnen;

Aufgrund des am 18. November 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 36.092/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «Erlass»: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz;

2° «Verwaltung»: die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2. Die Kapitel III bis V des Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL III — Erhebung und Einzahlung der Gebühr

Art. 3. Jeder Lieferant übermittelt dem Generaleinnehmer der Wallonischen Regierung eine Berufsanmeldung mit folgenden Angaben:

1° die Sachfirma des Lieferanten;

2° sein Gesellschaftssitz und Betriebssitz;

3° die Personalien der für die Erhebung und Einzahlung der Gebühr verantwortlichen Person.

Art. 4. Die Erhebung der Gebühr durch den Lieferanten ist mit der aufgrund des Zählerstands des Kunden erstellten Rechnung verbunden.

Art. 5. Im Hinblick auf die Begleichung der Gebühr ist der Lieferant verpflichtet, der Verwaltung spätestens am zwanzigsten Tag eines jeden Monats eine Erklärung bezüglich der Verbrauchs- und Zwischenrechnungen, die er im Laufe des vorhergehenden Monats verbucht hat, zu übermitteln. Diese Erklärung muss dem von dem Minister erstellten Muster entsprechen und alle zur Berechnung der Gebühr erforderlichen Angaben enthalten.

In der in Absatz 1 erwähnten monatlichen Erklärung unterscheidet der Lieferant zwischen den Angaben bezüglich der Verbrauchsrechnungen und denjenigen bezüglich der Zwischenrechnungen.

Was die Zwischenrechnungen betrifft, begleicht der Lieferant monatlich und je nach deren Rhythmus in Form eines Vorschusses zugunsten des Energiefonds den Betrag, der den gesamten, mit diesen Rechnungen verbundenen Gebühren entspricht. Der Betrag dieser Vorschüsse wird von dem endgültigen Betrag der Gebühr abgezogen, der später auf den entsprechenden Verbrauchsrechnungen angegeben wird.

Spätestens am dreißigsten Tag des Monats ist der Lieferant verpflichtet, die durch die in dem ersten Absatz erwähnten Erklärungen eintreibbar gemachten Gebühren auf das Konto der Wallonischen Region einzuzahlen.

Art. 6. Um die Gebühren zu beachten, die ihm von den Kunden, deren Verbrauch jährlich erfasst wird, nicht vollständig überwiesen wurden, ist der Lieferant befugt, einen Pauschalbetrag von 0,5% der auf die Verbrauchs- und Zwischenrechnungen gesetzten Gebühren abzuziehen.

Beim jährlichen Rechnungsabschluss ist der Lieferant verpflichtet, der Verwaltung alle Unterlagen bezüglich der in der Buchführung eingetragenen uneintreibbaren Forderungen zu übermitteln.

Wenn die Verwaltung auf der Grundlage der übermittelten Unterlagen feststellt, dass der mit den nicht eingetriebenen Forderungen verbundene Betrag der Gebühren den Jahresbetrag des in dem ersten Absatz erwähnten Pauschalbetrags überschreitet, zahlt der Generaleinnehmer den Differenzbetrag zurück, indem er diesen von dem Betrag der Gebühren abzieht, der von dem Lieferanten beim nächsten monatlichen Fälligkeitstermin einzuzahlen ist.

Wenn die Verwaltung auf der Grundlage der übermittelten Unterlagen feststellt, dass der Betrag der nicht eingetriebenen Gebühren unter dem Jahresbetrag des in dem ersten Absatz erwähnten Pauschalbetrags liegt, muss der Lieferant den Differenzbetrag spätestens am dreißigsten Tag, der auf den Monat folgt, im Laufe dessen der Einnehmer ihm den zu zahlenden Mehrbetrag zugestellt hat, begleichen.

Art. 7. Was die Kunden betrifft, deren Verbrauch mehrmals im Laufe eines Jahres erfasst wird, wird kein Pauschalabzug vorgenommen.

Der Lieferant fügt der in Artikel 5, Absatz 1 erwähnten Erklärung alle Unterlagen bezüglich der uneintreibbaren Forderung bei und zieht den nicht eingemommenen Betrag der Gebühr direkt ab.

Die Verwaltung prüft die Akte und fasst innerhalb von fünfzehn Werktagen einen Beschluss über den Abzug.

Wenn das Gutachten nach Anhörung des Lieferanten ungünstig ausfällt, muss der Letztere den Betrag der Gebühr spätestens am dreißigsten Tag, der auf den Monat folgt, im Laufe dessen der Einnehmer ihm den zu zahlenden Mehrbetrag zugestellt hat, begleichen.

Art. 8. Die Verwaltung kann von den Lieferanten jegliche erforderliche Information oder Unterlage fordern, um die Einhaltung der sich aus dem vorliegenden Erlass ergebenden Verpflichtungen zu kontrollieren und um den Bediensteten der Verwaltung zu ermöglichen, sich der Zahlung der Gebühr zu vergewissern.

Die Verwaltung kann die Kontrolle an Ort und Stelle vornehmen.

Art. 9. In Abweichung von Artikel 5, Absatz 1 und 4 lassen die Lieferanten, die ihre Tätigkeit vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausüben, übergangsweise ihre Erklärung vor dem 15. Januar 2004 zukommen. Diese Erklärung betrifft die zwischen dem 15. Juli 2003 und dem 30. November 2003 verbuchten Verbrauchs- und Zwischenrechnungen. Die Lieferanten sind verpflichtet, die erste Einzahlung der Gebühr bezüglich der besagten Rechnungen am 30. Dezember 2003 vorzunehmen.

Art. 10. Die Artikel 13 und 14 werden außer Kraft gesetzt.»

Art. 3. Der vorliegende Erlass wird am 15. Juli 2003 wirksam.

Art. 4. Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 11. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 519

[2004/200313]

11 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 19 juni 2003 betreffende de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnet en op het gasnet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 39 tot 43;

Gelet op het besluit van 19 juni 2003 betreffende de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnet en op het gasnet, inzonderheid op de artikelen 3 tot 12;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 november 2003;

Gelet op het advies van de Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 3 december 2003;

Gelet op dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 15 juli 2003 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2003 betreffende de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnet en op het gasnet; overwegende dat de leveranciers krachtens dat besluit het bedrag van de aansluitingsretributie om de drie maanden moeten storten en gelet op de moeilijkheden die ze ondervinden om te voldoen aan de verplichtingen i.v.m. het bijhouden van de verschillende registers;

Gelet op het advies 36.092/4 van de Raad van State, gegeven op 18 november 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° « besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2003 betreffende de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnet en op het gasnet;

2° « administratie » : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De hoofdstukken III tot V van het huidige besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK III. — *Inning en storting van de retributie*

Art. 3. Elke leverancier bezorgt de algemene ontvanger van het Waalse Gewest een beroepsaangifte met de volgende gegevens :

1° de benaming van de leverancier;

2° zijn maatschappelijke zetel en exploitatiezetel;

3° de personalia van de persoon die instaat voor de inning en de storting van de retributie.

Art. 4. De retributie wordt door de leverancier geïnd op grond van de factuur opgesteld na meting van de teller van de afnemer.

Art. 5. Om de retributie te betalen bezorgt de leverancier de administratie uiterlijk de twintigste dag van elk maand een aangifte betreffende de verbruiksfacturen en de tussentijdse facturen die hij in de loop van de vorige maand heeft geboekt. Het aangifteformulier stemt overeen met het model opgesteld door de Minister en bevat alle gegevens die nodig zijn voor de berekening van de retributie.

In de maandelijkse aangifte bedoeld in het eerste lid maakt de leverancier een onderscheid tussen de gegevens betreffende de verbruiksfacturen en die betreffende de tussentijdse facturen.

Wat de tussentijdse facturen betreft, betaalt de leverancier maandelijks of bij elke overlegging ervan bij wijze van voorschot ten gunste van het Energiefonds het bedrag van de gezamenlijke retributies i.v.m. die facturen. Het bedrag van die voorschotten wordt afgehouden van het eindbedrag van de retributie dat achteraf vermeld wordt op de overeenstemmende verbruiksfacturen.

De leverancier stort uiterlijk de dertigste dag van de maand op de rekening van het Waalse Gewest de retributies die opeisbaar worden op grond van de aangiften bedoeld in het eerste lid.

Art. 6. Om rekening te houden met de retributies die hem niet volledig gestort zouden worden door afnemers wiens verbruik jaarlijks wordt gemeten, mag de leverancier een forfait van 0,5 % afhouden van de retributies die in rekening worden gebracht op de verbruiksfacturen en op de tussentijdse facturen.

Bij de jaarlijkse afsluiting van de rekeningen, bezorgt de leverancier de administratie alle stukken betreffende de geboekte schuldvorderingen die niet invorderbaar zijn.

Als de administratie op basis van de verstrekte stukken vaststelt dat het bedrag van de niet ingevorderde retributies hoger is dan het jaarlijkse bedrag van het forfait bedoeld in het eerste lid, verricht de algemene ontvanger de terugbetaling van het verschil door bedoeld verschil in mindering te brengen van het bedrag van de retributies dat de leverancier op de volgende vervaldatum moet storten.

Als de administratie op basis van de verstrekte stukken vaststelt dat het bedrag van de niet ingevorderde retributies lager is dan het jaarlijkse bedrag van het forfait bedoeld in het eerste lid, wordt het verschil door de leverancier betaald uiterlijk de dertigste dag die volgt op de maand in de loop waarvan de ontvanger hem kennis heeft gegeven van de te betalen toeslag.

Art. 7. Er wordt geen forfaitaire aftrek toegepast voor klanten van wie het verbruik aan verschillende metingen per jaar onderworpen wordt.

De leverancier laat zijn maandaangifte vergezeld gaan van alle stukken betreffende de niet invorderbare schuldvordering en trekt het bedrag van de niet geïnde retributie onmiddellijk af.

De administratie onderzoekt het dossier en beslist binnen vijftien dagen over de aftrek.

Als, na de leverancier te hebben gehoord, het advies negatief is, zal de leverancier verplicht zijn de retributie te betalen uiterlijk de dertigste dag die volgt op de maand in de loop waarvan de ontvanger hem kennis heeft gegeven van de te betalen toeslag.

Art. 8. De administratie mag de leveranciers verzoeken om alle nodige informatie en stukken om te kunnen nagaan of de bij dit besluit opgelegde verplichtingen in acht genomen worden en opdat haar ambtenaren zich kunnen vergewissen van de betaling van de retributie.

De administratie mag controle ter plaatse uitoefenen.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel versturen de leveranciers die hun activiteit vóór de inwerkingtreding van dit besluit uitoefenen, hun aangifte vóór 15 januari 2004, in afwijking van artikel 5, eerste en vierde lid. Die aangifte betreft de verbruiksfacturen en de tussentijdse facturen geboekt tussen 15 juli 2003 en 30 november 2003. De leveranciers moeten de eerste storting van de retributie betreffende bedoelde facturen vóór 30 december 2003 verrichten.

Art. 10. De artikelen 13 en 14 worden ingetrokken. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2003.

Art. 4. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2003

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 520

[2004/200310]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux sanctions administratives dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 17 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment le § 7 de l'article 1^{er} bis inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne, et notamment son article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2002;

Vu les avis 33.927/4 et 35.890/4 du Conseil d'Etat donnés les 16 octobre 2002 et 1^{er} octobre 2003;

Considérant que par les deux décrets du 1^{er} avril 1999 et 23 juin 1994, le législateur a entendu adopter des mesures contraignantes de nature à renforcer le respect des seuils et des normes de bruit admissibles, ainsi que des heures de fermeture des aéroports wallons et de certaines conditions d'exploitation de ceux-ci;

Considérant que le législateur a opté à cette fin, pour un système d'amendes administratives;

Considérant qu'il a chargé le Gouvernement d'une part, de fixer le barème de ces amendes par infraction et d'autre part, d'organiser leur constatation et leur poursuite, la perception des amendes qui sanctionnent lesdites infractions, les moyens de recours ouverts aux contrevenants éventuels et d'une manière générale de prendre toutes mesures utiles pour assurer la bonne exécution des dispositions adoptées par le législateur;

Sur la proposition du Ministre ayant la gestion aéroportuaire dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1^o Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire du Ministère de l'Équipement et des Transports qui exerce la fonction de directeur ou de commandant ou de commandant adjoint de l'aéroport.

2^o Directeur général : le directeur général de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports.